ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 846)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE1395

présenté par

M. Bazin

ARTICLE 15

Après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant ainsi rédigé :

« Un nouveau décret définit le délai laissé à l'autorité compétente en matière d'autorisations d'urbanisme pour engager un recours contre l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, délai qui ne saura être inférieur à 15 jours ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à porter le délai, initialement de 7 jours, à au moins 15 jours pour les maires qui souhaitent exercer un recours contre l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, afin que le recours soit porté sereinement pour le Maire.